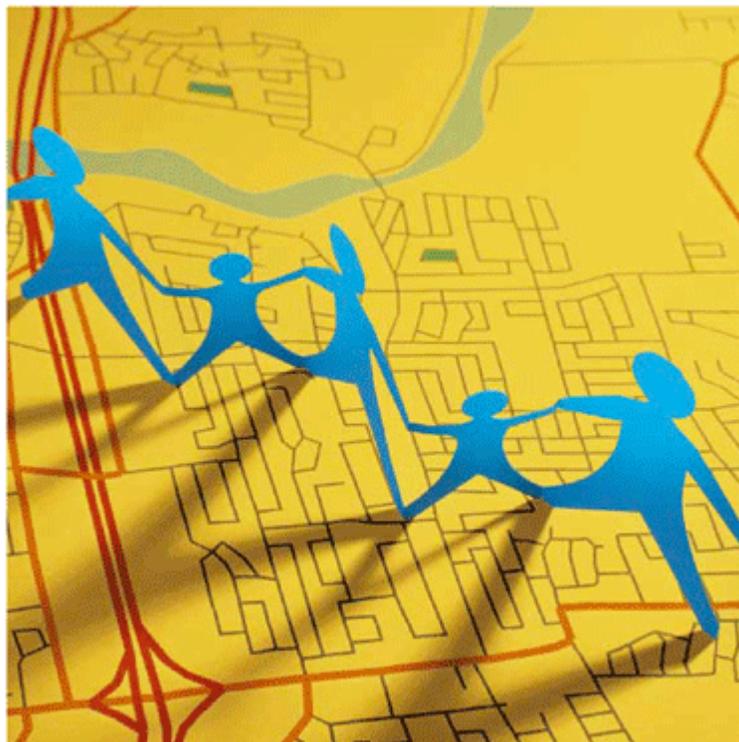


**Accès et médiation culturelle :
Trois études pour la Maison Théâtre
Sommaire**

Guy BELLAVANCE et Francine DANSEREAU

URBANISATION, **INRS** CULTURE ET SOCIÉTÉ



**Accès et médiation culturelle :
Trois études pour la Maison Théâtre
Sommaire**

Guy BELLAVANCE et Francine DANSEREAU

sous la direction de
Guy BELLAVANCE et Francine DANSEREAU

Rapport d'étude produit dans le cadre de
l'évaluation des programmes d'accès de la Maison Théâtre

Institut national de la recherche scientifique
Urbanisation, Culture et Société

Avril 2007

Responsabilité scientifique :
Guy Bellavance, guy.bellavance@ucs.inrs.ca
Francine Dansereau, francine.dansereau@ucs.inrs.ca
Institut national de la recherche scientifique
Urbanisation, Culture et Société

Diffusion :
Institut national de la recherche scientifique
Urbanisation, Culture et Société
385, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2X 1E3

Téléphone : (514) 499-4000
Télécopieur : (514) 499-4065

www.ucs.inrs.ca

Cette étude a été commandée par la Maison Théâtre.



Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise du ministère du Patrimoine canadien.

Canada

L'étude *Accès et médiation culturelle : Trois études pour la Maison Théâtre* comprend quatre documents :

- Sommaire
- ÉTUDE 1. Les programmes d'accessibilité de la Maison Théâtre : rapport d'évaluation
- ÉTUDE 2. Accès, inclusion, médiation, développement de publics : les expériences comparables à Montréal et à l'étranger
- ÉTUDE 3. L'évolution sociodémographique de la région de Montréal et l'apport de l'immigration : bilan et prospective

ISBN 978-2-89575-118-2

Dépôt légal : - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007
- Bibliothèque et Archives Canada

© Tous droits réservés

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
1. LES PROGRAMMES D'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON THÉÂTRE : RAPPORT D'ÉVALUATION.....	3
2. ACCÈS, INCLUSION, MÉDIATION ET DÉVELOPPEMENT DE PUBLICS : UN BILAN CRITIQUE DES EXPÉRIENCES COMPARABLES À MONTRÉAL ET À L'ÉTRANGER	7
3. L'ÉVOLUTION SOCIODÉMOGRAPHIQUE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET L'APPORT DE L'IMMIGRATION : BILAN ET PROSPECTIVE	13

Introduction

La Maison Théâtre pour l'enfance et la jeunesse a mis en œuvre depuis une dizaine d'années des programmes d'accessibilité au théâtre visant les milieux multiethniques et les milieux défavorisés. En vue de préciser les meilleures façons de rejoindre ces publics, l'organisme a requis l'expertise de chercheurs de l'INRS spécialisés en sociologie des pratiques culturelles et des relations interculturelles. Leur mandat était de : 1) développer la compréhension qu'a l'organisme des mouvances démographique et ethnoculturelle de la métropole montréalaise; 2) analyser et évaluer les forces et faiblesses des trois programmes d'accessibilité menés actuellement par l'organisme; 3) proposer un certain nombre d'ajustements ou changements jugés nécessaires suite à l'évaluation de ces programmes; 4) éclairer l'organisme sur les pratiques actuelles en matière d'action culturelle et de développement de publics; 5) soutenir l'organisme en matière de méthode d'évaluation de ses pratiques et stratégies de diffusion auprès des milieux concernés.

Le mandat, exécuté entre janvier 2006 et mars 2007, a donné lieu à la production de trois rapports d'étude distincts mais complémentaires. Le premier rapport propose une évaluation des forces et faiblesses des trois programmes menés actuellement par la Maison Théâtre. Le second présente un bilan critique des pratiques actuelles comparables, à Montréal et à l'étranger, en matière d'accès à la culture, de médiation culturelle, de développement de publics d'art et de politiques d'inclusion (et de lutte à l'exclusion) sociale. Le dernier rapport fournit une synthèse et une prospective des tendances démographiques dans la région métropolitaine de Montréal en relation aux dimensions ethnoculturelles.

1. LES PROGRAMMES D'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON THÉÂTRE : RAPPORT D'ÉVALUATION

La démarche d'évaluation des trois programmes développés par la Maison Théâtre porte principalement sur les *processus* de mise en œuvre observables à court et moyen terme (*outputs*), par opposition aux *impacts* à plus long terme (*outcomes*). La démarche vise ainsi à évaluer ces processus compte tenu des objectifs poursuivis et des résultats observables au cours de la période étudiée sur les différentes catégories de participants : les membres de l'organisme, ses partenaires et ses clientèles. Cette démarche conduit à évaluer l'efficacité des activités au sens strict, pour proposer, le cas échéant, des ajustements ou des changements en ce qui a trait à la livraison du service à court terme. Elle conduit aussi à clarifier, confirmer, préciser ou réviser des objectifs à plus long terme de l'organisme, notamment en matière de démocratisation de la culture et de développement des publics de théâtre. Les données et analyses de cette étude se rapportent exclusivement à la saison 2005-2006. Il faut donc éviter les généralisations, les programmes demeurant en évolution constante.

Découvertes théâtrales, créé en 1995 de concert avec quatre diffuseurs culturels municipaux, est le plus ancien et le mieux rodé des trois programmes. C'est aussi celui qui rejoint la plus nombreuse clientèle : 2 400 enfants et bon nombre de leurs parents en saison normale. Ce programme a pour objectifs principaux l'accès au théâtre de familles vivant dans des quartiers défavorisés et la sensibilisation des enfants à la diversité des pratiques théâtrales. La volonté de permettre aux enfants de vivre une expérience de spectateur significative se traduit de deux façons : par le fait que les enfants voient plusieurs spectacles lors d'une même saison; et par le fait que des activités d'animation précèdent les sorties et viennent clore la saison. L'accès des familles se traduit essentiellement par l'offre faite à l'un des parents d'accompagner son enfant à l'un des quatre spectacles de la saison. L'évaluation a porté principalement sur la sortie familiale et l'animation en classe lors du « retour » de fin de saison. Ce retour permet aux enfants de démontrer leur « sens critique »; une bonne partie du travail de l'animateur consiste alors à amener les enfants à justifier leurs perceptions des différentes pièces de la saison. L'attitude de l'enseignant a une grande influence sur les élèves : certains font des retours après chaque pièce; bon nombre préparent les enfants au retour final avec l'animateur; et plusieurs utilisent également les outils pédagogiques fournis pour faire des liens avec leur propre enseignement. Le niveau d'implication des professeurs reste néanmoins variable et dépend, en partie, de l'ancienneté des liens noués avec les écoles. Pour sa part, la participation à la sortie familiale, située à 41 % dans l'ensemble pour la saison 2005-2006, varie selon les années et les écoles : entre 2000-2001 et 2004-2005, ce taux varie entre 33 % et 55 %; il peut aussi chuter à 25 % dans certaines écoles, alors

qu'il s'élève au-delà de 60 % dans d'autres. Le niveau de participation n'en reste pas moins adéquat lorsqu'on tient compte de la distance culturelle de ces clientèles avec le théâtre et des contraintes économiques qui pèsent sur leur participation. De plus, les effets sur la dynamique familiale et l'accès aux ressources culturelles demeurent largement positifs. La sortie familiale, qui a lieu durant une fin de semaine, réunit des enfants avec leurs parents plutôt qu'avec des enseignants. Cette activité échappe ainsi à l'exercice obligé du cadre scolaire tout en contribuant à diversifier le public de fin de semaine de la Maison Théâtre, formé habituellement d'abonnés. Elle est aussi susceptible d'enclencher une dynamique familiale positive : lors des retours en classe, certains enfants font allusion aux différences de perceptions et d'évaluations de leur parent par rapport aux leurs; de plus, la possibilité d'accompagner son enfant à la Maison Théâtre représente pour un parent de milieu défavorisé l'occasion d'exercer un choix, de prendre une responsabilité, ce qui en soi constitue un élément positif.

Théâtre devant soi, lancé en 2000, évolue hors du cadre scolaire et est plutôt conçu comme une « action de proximité ». Ce programme, réalisé en partenariat avec la Corporation des Habitations Jeanne-Mance et adressé à la population de ce HLM qui regroupe 70 nationalités différentes, relève d'une double logique de revitalisation urbaine et d'inclusion sociale des communautés culturelles. Il se trouve également inséré dans une dynamique communautaire réunissant plusieurs « joueurs » ayant des objectifs, des modes de fonctionnement et une culture propres. Il est dès lors moins aisé de distinguer l'impact des activités en tant que telles — qui rejoignent directement une cinquantaine d'enfants et d'adultes — du processus de concertation et d'action en commun initié à travers le programme. Ainsi, les activités en tant que telles ne sont pas toujours directement liées au théâtre. Le « faire » prime souvent sur le « voir ». La sensibilisation à l'expérience théâtrale n'est pas toujours clairement au centre des activités. Les activités sont, avant tout, des moyens de mobilisation de la communauté. L'évaluation des résultats a donc porté d'abord sur le processus de mobilisation lui-même. De ce point de vue, la Maison Théâtre parvient à constituer des liens avec pratiquement tous les groupes actifs sur le site des Habitations Jeanne-Mance. Elle met des ressources à leur disposition et, dans certains cas, les utilise comme relais pour rejoindre divers groupes de résidents. Les différents partenaires font une évaluation extrêmement positive de cette action : la Maison Théâtre aurait changé la dynamique de l'action communautaire, elle est partout, elle rejoint tout le monde. Les témoignages démontrent clairement que l'imagination et la ténacité de la coordonnatrice sont des éléments clés de la réussite de ce programme. Néanmoins, certaines activités, essentiellement celles liées au faire ou au faire faire, suscitent des questionnements. À terme, il pourrait être nécessaire d'amorcer un recentrement sur les activités les plus conformes à la

véritable mission de la Maison Théâtre : « faire voir » du théâtre québécois de création dans une perspective de sensibilisation ou de familiarisation au théâtre et à la culture québécoise.

Destination théâtre en famille, créé en 2002, est le plus récent des trois programmes d'accessibilité. L'activité, qui vise essentiellement les milieux immigrants, consiste en l'organisation d'une sortie en famille à la Maison Théâtre, généralement précédée d'ateliers préparatoires en classe pour les enfants et d'une soirée familiale à l'école où les enfants présentent le résultat de l'atelier. Ce programme constitue de la sorte un mixte des deux modèles d'action culturelle précédents : visant essentiellement des milieux immigrants, comme *Théâtre devant soi*, il évolue néanmoins à partir du milieu scolaire, à la manière de *Découvertes théâtrales*. Il rejoint aussi un nombre relativement élevé de participants chaque année : près de 900 parents et enfants en 2005-2006. Dans l'ensemble, le programme fait état d'un processus fort bien balisé. De ce point de vue, les relais sont jugés « efficaces à 90 % », la marche à suivre est claire et les participants s'y conforment volontiers; un processus d'adaptation continue de l'activité permet la prise en compte des besoins exprimés par les milieux et les ajustements appropriés; les animations en classe profitent de l'expérience cumulée à travers *Découvertes théâtrales* et remportent beaucoup de succès auprès des enfants; la soirée familiale a un effet positif direct sur les taux de participation des familles au spectacle, ce taux s'avérant nettement supérieur à ceux de *Découvertes théâtrales*. Toutefois, la contrainte particulière qui consiste pour l'animateur à préparer enfants et parents à des « créations » qu'il n'a pas toujours vues, et dont il n'a pas nécessairement pu anticiper les difficultés ou les caractéristiques, soulève une première difficulté. Surtout, l'absence d'un retour formel sur l'expérience, comme dans *Découvertes théâtrales*, rend impossible de bien cerner l'impact du spectacle sur les enfants et sur leurs parents. À cet égard, un certain nombre de solutions possibles sont évoquées, mais la forme que doit prendre ce retour demeure largement dépendante de la clarification des objectifs véritables du programme. Parmi les objectifs affichés, la sensibilisation des familles immigrantes au théâtre québécois et le rapprochement de l'école, de la famille et des arts paraissent être atteints. En revanche, la coordination avec des relais communautaires dans le milieu et la fréquentation « autonome » du théâtre par les familles restent à confirmer. Ceci soulève des interrogations sur les objectifs et sur la cible véritable du programme : quel rapport ce programme veut-il entretenir avec le milieu scolaire; veut-on ou non sortir de l'école, et jusqu'à quel point; devrait-on chercher à rejoindre uniquement les immigrants récents et les plus défavorisés, ou tous les immigrants, indépendamment de leur statut socioéconomique; la fréquentation autonome du théâtre par les familles visées représente-t-elle un objectif réaliste? De façon générale, la formulation des objectifs du programme paraît souvent dépendre des sources de soutien disponibles et des critères imposés par des partenaires dont les objectifs ne sont pas toujours

parfaitement convergents. L'appui des ressources scolaires, qui est apparu important, ne saurait être sous-estimé. Cet appui, en effet, ne se résume pas à un simple support logistique. Il relève au contraire d'une véritable convergence des intérêts pour la chose culturelle dans ces milieux.

Cette démarche d'évaluation conduit à une réflexion plus générale sur la nature des impacts souhaités à court, moyen et plus long terme par l'organisme. Cet impact concerne non seulement les clientèles spécifiques visées par chacun des programmes, mais aussi les relais dans les milieux concernés et l'organisme lui-même. Le développement des trois programmes se répercute notamment sur l'évolution de la Maison Théâtre : non seulement en matière d'allocation de ressources, mais aussi de développement d'une expertise en matière d'accessibilité. L'évaluation de l'impact sur le milieu consiste aussi largement à évaluer l'impact du programme sur ses différents relais dans les milieux. Cet impact n'est pas nécessairement et directement recherché par la Maison Théâtre : c'est le cas par exemple de la contribution de *Théâtre devant soi* à la cohésion sociale d'un groupe fortement hétérogène par l'appui apporté à diverses formes de mobilisation communautaire. Cet impact n'est pas non plus toujours observable à court terme. Par exemple, parmi des retombées significatives en matière de démocratisation et de développement culturel, l'éventuelle prise en compte du rôle des arts et de la culture par l'école et les milieux communautaires ainsi que l'impact de l'expérience théâtrale au sein de la dynamique d'apprentissage scolaire ou citoyenne ne sont pas à négliger. L'évaluation de l'impact sur la clientèle ne peut donc se limiter à mesurer l'effet du programme en matière de fréquentation du théâtre par cette nouvelle clientèle et de fidélisation de nouveaux publics. En effet, les problématiques de fidélisation, conçues pour des publics déjà concernés mais infidèles, sont peu pertinentes pour des publics non familiers des lieux culturels. La perspective de « sensibilisation » ou de « familiarisation », au théâtre (comme valeur culturelle) ou à une autre culture québécoise (celle qu'on ne voit pas à la télévision), se révèle à cet égard nettement plus réaliste et porteuse.

2. ACCÈS, INCLUSION, MÉDIATION ET DÉVELOPPEMENT DE PUBLICS : UN BILAN CRITIQUE DES EXPÉRIENCES COMPARABLES À MONTRÉAL ET À L'ÉTRANGER

Ce bilan critique propose une mise en perspective de l'action de la Maison Théâtre avec les pratiques comparables, à Montréal et à l'étranger, en matière d'accessibilité. Ce bilan se présente également comme une introduction générale à la littérature pertinente en matière d'accès, d'inclusion sociale, de médiation culturelle et de développement de publics. Le bilan rend compte, notamment, des approches actuelles en ce qui concerne l'évaluation de ces pratiques. Une première partie examine la situation à Montréal sur la base d'une analyse des différentes activités soutenues dans le cadre des programmes d'accès ou d'accessibilité mis en œuvre par les administrations municipale et provinciale. La seconde partie présente la situation à l'étranger à partir d'une analyse des conjonctures particulières aux États-Unis, en France et en Angleterre.

Les tendances les plus récentes, à Montréal comme à l'étranger, traduisent une évolution marquée des pratiques en matière d'accès à la culture et de développement des publics d'art. Cette nouvelle conjoncture se caractérise notamment par la montée du thème de la « diversité culturelle » avec ses enjeux associés d'inclusion sociale et de médiation culturelle (et interculturelle). Elle est aussi portée par une pression de nature plus strictement économique exercée sur les organismes artistiques qui amène ceux-ci à rechercher de nouveaux publics. Cette conjoncture est enfin conditionnée par une tendance à la « décentralisation culturelle » favorable à l'intervention accrue des pouvoirs locaux en matière de culture. Outre les municipalités et autres gouvernements régionaux, il faut compter ici l'ensemble des relais institutionnels qui s'exercent à l'échelle inframunicipale — autorités scolaires, services de santé, entreprises d'économie sociale et autres groupes sociaux organisés —, avec lesquels les organismes artistiques traditionnels sont amenés à développer des relations plus soutenues. Cette tendance à la décentralisation se conjugue par ailleurs à un regain d'intérêt pour les problématiques de territoire et de revitalisation urbaine.

À Montréal, deux séries d'interventions gouvernementales convergent actuellement pour favoriser l'émergence ou le développement d'une offre d'activités comparables aux programmes d'accessibilité de la Maison Théâtre. Une première série, amorcée en 1997, résulte de la mesure d'Accès aux ressources culturelles du Programme de soutien à l'école montréalaise (PSÉM). Cette mesure, issue du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec (MELS) en collaboration avec le réseau scolaire, s'adresse essentiellement aux élèves de milieux défavorisés et participe d'une stratégie plus large visant la réussite personnelle et scolaire. La mesure d'Accès comporte deux volets : Jeune

public et Modèles novateurs. Pour 2006-2007, une quarantaine d'organismes culturels offraient une ou plus d'une activité artistique dans le cadre du premier volet; quant au second volet, il comportait plus d'une quarantaine d'activités différentes. Une seconde série d'interventions, lancée en 2005, est liée au développement de programmes de « médiation culturelle » par l'administration municipale. Ces mesures, développées en collaboration avec le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ), visent à faire le pont entre les groupes de citoyens les plus éloignés de l'offre culturelle et les organismes artistiques professionnels. En 2005-2006, trois programmes différents conduisaient ainsi à soutenir 34 projets ou ententes spéciales menés par ou avec des organismes artistiques professionnels : le programme *Partenariat culture et communauté* (9 projets), le programme d'*Action culturelle* (22 projets) et les *Ententes de partenariat* (3 ententes). Les premières séries d'interventions ont été soumises à une série d'évaluations depuis leur mise en place; celles-ci ne sont pas aisément accessibles; celles que nous avons pu consulter ne concernent que les enseignants et parfois les organismes culturels impliqués, mais non les clientèles directement concernées. Les secondes mesures instaurées en 2005 sont encore trop récentes pour avoir été évaluées.

Découvertes théâtrales est offert de façon ininterrompue depuis 1997 aux écoles ciblées par le PSÉM dans le cadre du volet Jeune public de la mesure d'Accès aux ressources culturelles. Ce programme est aussi l'un des trois seuls projets subventionnés par la Ville dans le cadre des Ententes de partenariat, ce qui tend à confirmer sa forte crédibilité auprès de la municipalité. *Destination théâtre en famille* est quant à lui offert depuis 2003-2004 aux écoles ciblées par le PSÉM dans le cadre du volet Modèles novateurs de la mesure d'Accès; en 2005, il obtient l'appui du nouveau programme municipal d'Action culturelle dont l'objectif principal est de susciter des initiatives inédites et le développement d'une expertise pertinente en matière de médiation culturelle. Ces deux types d'appui confirment le caractère novateur de cette activité. *Théâtre devant soi*, qui se déroule hors du cadre scolaire, est le seul des trois programmes de la Maison Théâtre à ne pas être offert aux écoles par le PSÉM. Il est néanmoins soutenu par la Ville depuis 2005 dans le cadre du programme de Partenariat culture et communauté.

L'examen des projets offerts ou soutenus dans le cadre des interventions municipales et provinciales et une enquête menée auprès des responsables de ces programmes et activités confirment la position avantageuse qu'occupe la Maison Théâtre dans ce champ d'intervention culturelle. L'analyse de la conjoncture internationale démontre pour sa part que la situation montréalaise et l'action culturelle de la Maison Théâtre sont en phase avec l'évolution récente des pratiques en matière d'accès à la culture et de développement de publics.

L'analyse de cette conjoncture internationale démontre, en effet, une offre de plus en plus abondante d'activités poursuivant des objectifs d'accès pour des groupes ciblés : des enfants en général aux différentes minorités les plus défavorisées. Cette offre suscite également une demande d'évaluations dont les exemples demeurent plus rares ou plus difficiles d'accès. Les approches visant les jeunes enfants apparaissent, en outre, nettement plus courantes que celles visant les minorités culturelles, bien que les deux thèmes se recoupent souvent sur le terrain. De plus, les politiques d'inclusion sociale, particulièrement répandues à l'échelle européenne, sont amenées à intégrer progressivement la dimension culturelle, particulièrement au Royaume-Uni, et surtout en Angleterre. Les expériences d'évaluation demeurent néanmoins encore peu standardisées et plusieurs philosophies s'affrontent au sein de la communauté internationale des chercheurs. Le problème tient ici non pas tant au choix de la bonne méthodologie qu'aux objectifs et au cadre conceptuel de ces évaluations : pour ce qui est des objectifs, que veut-on évaluer au juste, et pour qui; sur le plan conceptuel, que doit-on entendre précisément par « accès », « développement de public », « inclusion sociale » et « médiation culturelle »? Sous ces deux angles, on constate encore beaucoup de confusion sur le terrain de l'action culturelle.

Les États-Unis, la France et l'Angleterre traduisent des évolutions comparables à la nôtre à plus d'un titre : intérêt accru pour les relations entre l'école et les arts, mesures d'inclusion sociale par la culture visant les minorités et les groupes défavorisés ou « à risques », nouvelles approches de « médiation culturelle/artistique » et développement des interventions à l'échelle locale.

Les États-Unis se démarquent par leur préoccupation pour l'intégration des arts à l'école et par l'évaluation de leurs impacts sur la réussite scolaire. On trouve ainsi dans ce pays plusieurs expériences comparables à la mesure d'Accès aux ressources culturelles du Programme de soutien à l'école montréalaise et des démarches rappelant *Découvertes théâtrales*. On peut également identifier bon nombre d'expériences d'« arts dans la communauté » (*community-led*), proches de *Théâtre devant soi*.

La contribution de la France est pour sa part décisive en matière de lutte à l'« exclusion sociale » et de « médiation culturelle », deux notions créées dans ce pays. Si le premier terme est aujourd'hui répandu à l'échelle européenne, dans la foulée de l'harmonisation des politiques sociales, le second reste encore confiné à l'espace francophone. Un lien entre offre d'activités culturelles et lutte à l'exclusion s'est établi depuis le milieu des années 1990 dans le cadre des « politiques de la ville » visant les « quartiers sensibles »; ces pratiques sont soutenues par d'autres ministères que celui de la Culture, et le plus souvent dans le cadre de projets à court terme et à l'échelle locale. Quant à la notion de médiation culturelle, elle revêt d'abord une signification institutionnelle, liée, depuis

une décennie, au développement d'une offre de formation professionnelle à la médiation culturelle, c'est-à-dire à l'ensemble des métiers situés entre la production et la réception des œuvres d'art — de l'animation à la gestion stratégique des organismes culturels, en passant par l'interprétation des œuvres et leur mise en marché. Ce mouvement de professionnalisation des médiateurs culturels est notamment porté par le mouvement de décentralisation culturelle dans lequel s'est engagé le ministère français de la culture. Bien que nous n'ayons pas trouvé d'études de cas documentées et de démarches d'évaluation de ces pratiques, comme aux États-Unis ou en Angleterre, une recherche à l'échelle des collectivités locales permettrait sans doute d'identifier de nombreux cas comparables.

La conjoncture britannique des quinze dernières années est marquée quant à elle, plus qu'en France ou qu'aux États-Unis, par une forte convergence des problématiques d'accès à la culture, d'inclusion sociale, de développement des publics et de revitalisation urbaine. À cet égard, il faudrait parler d'un véritable activisme culturel institutionnalisé. Ce développement, attribuable au New Labor et directement lié à l'implication personnelle de Tony Blair, se démarque de la France et des États-Unis par l'implication concertée de l'ensemble des acteurs institutionnels et professionnels du champ culturel : ministère de la culture, conseil des arts, musées, petites et grandes organisations artistiques sont directement mobilisés. Cette mobilisation, parfois forcée, a suscité de nombreuses expériences, une abondante littérature et plusieurs débats, notamment en matière d'évaluation des impacts de ces mesures et de ces pratiques. L'expérience britannique est aussi celle qui se rapproche le mieux de la conjoncture observée à Montréal à cause d'un cadre institutionnel fortement apparenté : la relation entre paliers de gouvernements locaux et centraux ainsi que les rôles qu'y tiennent respectivement ministère de la culture et conseil des arts sont à peu près du même ordre; de plus, la recherche de partenariats et d'implication des pouvoirs locaux sont, comme au Québec, des priorités structurant l'ordre du jour des politiques culturelles. On trouve donc, spécialement en Angleterre, une masse de cas comparables aux expériences montréalaises. Les exemples « d'arts dans la communauté », du type de celles de *Théâtre devant soi*, sont notamment très fréquents. Il existe néanmoins peu d'évaluations spécifiques de cas particuliers. La plupart des rapports consultés portent plutôt sur des agrégations d'expériences, l'évaluation demeurant de portée très générale et inscrite dans un plaidoyer cherchant à démontrer la contribution sociale globale des arts (à l'emploi, à l'éducation, à la santé et à la lutte contre la criminalité).

Si on trouve plusieurs comptes-rendus d'expériences comparables à *Découvertes théâtrales* (surtout aux États-Unis) ou à *Théâtre devant soi* (surtout en Angleterre), il reste nettement plus difficile pour l'instant de trouver des exemples directement

comparables à *Destination théâtre en famille*. Ceci témoigne sans doute de l'originalité et du caractère novateur de cette dernière activité. Le fait n'en reste pas moins étonnant compte tenu des thèmes de la diversité ethnique et du pluralisme culturel qui sous-tendent l'ensemble des expériences rapportées dans la littérature consultée. Malgré l'importance de ces thèmes, on n'a pourtant trouvé aucun cas d'évaluation spécifique de ces aspects des projets. On trouve toutefois, en Angleterre et aux États-Unis, nombre d'enquêtes récentes, aussi bien quantitatives que qualitatives, portant sur les attitudes et pratiques spécifiques de divers groupes ethniques à l'égard des arts et de la culture. Cette dernière voie de recherche mériterait d'être explorée.

3. L'ÉVOLUTION SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET L'APPORT DE L'IMMIGRATION : BILAN ET PROSPECTIVE

Cette étude s'appuie sur des données des recensements de Statistique Canada et un certain nombre d'études disponibles. Une première partie décrit l'évolution de la situation à partir des divers recensements depuis 1961; une seconde partie esquisse des scénarios probables pour la prochaine décennie à partir de l'analyse des tendances dégagées depuis les deux derniers recensements (1991 et 2001).

La croissance démographique de la région métropolitaine de Montréal a été nettement plus marquée que celle de l'ensemble du Québec. Selon Statistique Canada, entre 1986 et 2005, la région a vu sa population augmenter de 536 263 habitants. Cette croissance est très largement attribuable aux flux migratoires. En 2001, le nombre de personnes nées à l'étranger était de 621 885. Le contexte est ainsi marqué par la diversification de la population : d'une part, entre 1991 et 2001, la proportion d'immigrants s'accroît de 16,4 % à 18,4 %; d'autre part, pour la même période, la part d'immigrants en provenance d'Europe et des États-Unis diminue (de 43 % à 33 %) au profit d'autres groupes immigrants. La croissance des populations en provenance d'Afrique subsaharienne et d'Afrique du Nord, d'Asie du Sud et d'Asie de l'Est ainsi que d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, est particulièrement remarquable au cours de la période. Notons aussi, depuis 1996, le nombre accru d'immigrants d'Europe de l'Est, qui tendent à surpasser ceux d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud. La croissance de la RMR et de ses populations immigrantes demeure cependant moins rapide qu'à Toronto et Vancouver. En regard de ces deux villes, Montréal se démarque, en outre, au plan de ses « minorités visibles » (dont plus des deux tiers sont des immigrants) : les populations noires et arabes sont proportionnellement plus présentes à Montréal qu'à Toronto ou Vancouver; en revanche, les populations sud-asiatiques y sont moins présentes.

Parmi les 1,4 millions de ménages recensés dans la RMR de Montréal en 2001, 24 % sont formés d'immigrants. Comparés aux personnes nées au Canada, ces ménages sont plus souvent de type « familial » (familles nucléaires ou élargies ou familles multiples). Dans l'ensemble, la proportion est de 75 % chez les immigrants contre 61 % chez les non-immigrants. Elle atteint 90 % pour ce qui est des ménages immigrants admis au Canada entre 1996 et 2001. Les familles d'immigrants tendent également à avoir plus d'enfants : pas moins de 25 % des familles d'immigrants récents avec enfants comptent trois enfants ou plus, soit deux fois plus que les familles d'origine canadienne.

L'analyse de la situation socioéconomique des immigrants offre un portrait assez nuancé. Sur le plan de la scolarité, un taux plus fort de personnes ayant une scolarité inférieure à la 9^e année est compensé par un taux beaucoup plus important de personnes possédant un diplôme universitaire, surtout chez les immigrants les plus récents. Si le revenu des immigrants est plus faible en moyenne que celui des natifs, cela tient à la présence des nouveaux arrivants; ce revenu est en effet plus élevé chez les immigrants dont la date d'arrivée est antérieure à 1986. Sur le plan professionnel, les immigrants sont moins présents dans le secteur des affaires, de la finance et de l'administration et plus présents dans celui de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique; par contre, les proportions des deux groupes sont relativement semblables dans le secteur des arts, de la culture et des loisirs et dans celui des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion. Ces derniers secteurs sont, à notre sens, susceptibles de recruter davantage de personnes intéressées aux activités culturelles, dont le théâtre, que d'autres secteurs d'activité. Dans l'ensemble, le profil socioéconomique de la population immigrante comporte donc des points forts — tel le haut niveau de scolarité —, et des points faibles — tels les revenus plus bas et le taux élevé de chômage. Il s'agit toutefois de désavantages qui ont tendance à s'estomper avec le temps.

En ce qui concerne la répartition spatiale de l'immigration dans la RMR de Montréal, on remarque que dans la majorité de ses 68 zones géographiques, établies par l'INRS, la proportion d'immigrants s'avère supérieure à la moyenne régionale (18,4 %). On trouve la plus forte concentration dans le quartier Parc-Extension, où 62 % de la population est d'origine étrangère. On trouve aussi de très fortes concentrations, de l'ordre de 39 % à 59 %, dans plusieurs autres quartiers : Savane, Saint-Laurent, Parc-Kent, Snowdon, Saint-Michel, Lincoln-Tupper, Cartierville, Loyola, Université de Montréal/Côte-Saint-Luc, Hampstead, Montréal-Ouest.

Les immigrants venus d'Europe de l'Ouest, du Sud et du Nord continuent à former la plus grande proportion des personnes nées à l'étranger (31 %). Toutefois, leur proportion est en baisse, passant de 39,5 % de l'ensemble des immigrants en 1991 à 30,6 % en 2001. En contraste, la part des immigrants issus de l'Asie du Sud et de l'Asie de l'Est, de l'Afrique subsaharienne et de l'Afrique du Nord de même que d'Amérique centrale et du Sud a augmenté entre ces deux dates.

Plus de la moitié des immigrants (55 %) n'utilisent qu'une seule langue à la maison : 28 % parlent une langue autre que le français ou l'anglais, 15 % parlent seulement le français et 12 % parlent l'anglais seulement. Ceux qui utilisent plusieurs langues à la maison parlent le plus souvent le français et une autre langue non officielle (21 %),

l'anglais et une autre langue non officielle (14 %), le français et l'anglais (5 %) ou le français, l'anglais et une langue non officielle (6 %).

Sur le plan religieux, les catholiques romains forment encore les plus fortes proportions de personnes nées à l'étranger (43 %). Les autres confessions chrétiennes sont également importantes (20 %). Les autres confessions religieuses d'importance sont, dans l'ordre, l'islam (11 %), le judaïsme (4,6 %), le bouddhisme (4,4 %) et l'hindouisme (2,6 %). Notons que 10 % des immigrants déclarent n'appartenir à aucune religion, un taux qui s'avère plus élevé que chez les non-immigrants (6,7 %).

Enfin, nous avons simulé trois scénarios d'évolution démographique couvrant la période 2006-2016. Un scénario moyen prend pour hypothèse que l'évolution suivra la tendance récente : la population de la RMR passera alors de 3 676 484 habitants en 2006 à 3 915 883 habitants en 2016. La fourchette s'établit entre 3,7 millions d'habitants en 2016, selon un scénario faible (et des hypothèses défavorables à la croissance), et 4,1 millions selon un scénario fort basé sur des hypothèses optimistes. Ces simulations démontrent l'importance accrue des immigrants pour tous les groupes d'âge de moins de 45 ans, sur fond général de vieillissement de la population. La part relative des immigrants est ainsi remarquable chez les 0-4 ans, les 5-9 ans, les 10-14 ans et les 15-19 ans. De plus, la croissance ou le maintien des 20-44 ans sera assuré principalement par l'immigration. En revanche, l'impact des immigrants sur les 45 ans et plus est moins sensible compte tenu de la croissance générale de ce groupe d'âge. Au plan de la composition des populations immigrantes, le scénario moyen prévoit une baisse accrue des populations immigrantes d'Europe du Sud, d'Europe de l'Ouest, d'Europe de l'Est et des États-Unis et une montée corollaire des immigrants venus d'autres régions du monde, plus particulièrement d'Afrique subsaharienne, d'Afrique du Nord, d'Asie du Sud, d'Asie de l'Est et d'Amérique centrale et du Sud. Quoique moins forte, il y aura aussi augmentation en provenance des Caraïbes, de l'Asie occidentale, centrale et moyen-orientale ainsi que de l'Asie du Sud-est. Selon le même scénario, les 0-14 ans connaîtront, entre 2001 et 2016, un taux de croissance de l'ordre de 65 % au sein des effectifs immigrants. De plus, les effectifs de ce groupe d'âge provenant d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud, d'Asie du Sud-est et d'Amérique centrale et du Sud, seront, en 2016, deux fois plus nombreux qu'en 2001. Inversement, l'effectif d'Europe du Sud, d'Europe de l'Ouest et du Nord et des États-Unis diminuera.

Dans l'hypothèse d'une fécondité qui restera en dessous du niveau de remplacement de la population (c'est-à-dire en dessous de 2,1 enfants par femmes), la croissance de la population dans la RMR continuera de dépendre très largement de l'immigration. Selon nos scénarios, seuls deux groupes d'âge connaîtront une croissance au sein de la population non immigrante entre 2001 et 2016 : les 15-19 ans et les 45 ans et plus. Les

taux de croissance pour tous les autres groupes seront négatifs en particulier chez la population cible de la Maison du Théâtre, c'est-à-dire les jeunes de 5-14 ans. Le scénario moyen montre que, pour l'ensemble du groupe, le nombre chutera de 428 000 en 2001 à un peu plus de 403 000 en 2016, soit une baisse de 5,8 %. Cette baisse est essentiellement le fait des Canadiens de naissance, les immigrants appartenant au même groupe d'âge enregistrant plutôt une hausse de 36,5 %, pour passer de 31 710 en 2001 à 43 273 en 2016. Pendant qu'en 2001, seuls 7,4 % des 5-14 ans sont nés à l'étranger, cette proportion passera à 10,7 % en 2016.